



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

APPEL D'OFFRE OUVERT

Entretien et dépannage d'ouvrages et réseaux
d'assainissement des écoles et centres de la
gendarmerie nationale

LOT N° 3 - EG Châteaulin

Établi en application du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019

Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte 7 pages numérotées de 1 à 7

Commandement des écoles de la gendarmerie nationale
Groupement de soutien opérationnel des écoles
Bureau budget et administration
2 rue Toufaire
BP 90050
17302 ROCHEFORT CEDEX
Tél : 05.46.88.33.06
smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 - NATURE ET DÉTAILS DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN.....	3
ARTICLE 3 - DÉPANNAGE.....	3
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXPLOITATION.....	4
4.1 - RÉSEAUX EAUX PLUVIALES ET EAUX USÉES.....	4
4.1.1 - POSTE 1 : Curage des réseaux des eaux pluviales diamètre 100 à 300 mm, d'un linéaire de 13 433 m et eaux usées d'un linéaire de 4 008 m.....	4
4.1.2 - POSTE 2 : Nettoyage et vérification de 247 regards eaux pluviales et de 104 regards eaux usées.....	4
4.1.3 - POSTE 3 : Entretien de la station de relevage.....	4
4.1.4 - POSTE 4 : Entretien des 2 pompes de relevage du poste EU.....	4
4.1.5 - POSTE 5 : Entretien et vidange Fosse toutes eaux stand de tir lourd (067).....	5
4.1.6 - POSTE 6 : Entretien et vidange Fosse toutes eaux stand de la Section des techniques d'interventions professionnelles (STIP- BÂT 071).....	5
4.1.7 - POSTE 7 : Entretien des décanteurs entrée et sortie bassin EP.....	5
4.2 - AIRE DE LAVAGE.....	5
4.3 - STATION DE DISTRIBUTION DE CARBURANTS.....	5
ARTICLE 5 - MODALITÉS D'INTERVENTION.....	6
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION.....	6
ARTICLE 7 - ORGANISATION, MESURES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION.....	6
7.1 - OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	6
7.2 - CADRE SÉCURITAIRE.....	7
ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION.....	7
Article 9 - NETTOYAGE ET PROTECTION DES INSTALLATIONS.....	7

ANNEXES :

- Annexe 1 : Plan de situation
- Annexe 2 : Dossier plans des réseaux eaux pluviales – eaux usées

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'entretien et le dépannage des installations des eaux pluviales (EP) et des eaux usées (EU) au profit de l'école de gendarmerie de Châteaulin et des treize logements domaniaux attenants sis Ty-Vougeret – 29150 DINEAULT.

ARTICLE 2 - NATURE ET DÉTAILS DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN

L'entretien périodique des installations (détaillé à l'article 4 infra) consiste :

- au curage des réseaux des eaux pluviales et des eaux usées ;
- au nettoyage des 351 regards des eaux pluviales et des eaux usées ;
- au nettoyage et pompage de la station de relevage ;
- à l'entretien des 2 pompes de relevage du poste eaux usées ;
- à la vidange et à l'entretien de la fosse toutes eaux du stand de tir lourd (bâtiment 067) ;
- à la vidange et à l'entretien de la fosse toutes eaux de la section des techniques d'interventions professionnelles (STIP - bâtiment 071) ;
- à l'entretien des décanteurs entrée et sortie de bassin EP ;
- au nettoyage de l'aire de lavage - séparateur hydrocarbure et débourbeur (bâtiment 035) ;
- au nettoyage de la station de distribution de carburant - décanteur et séparateur hydrocarbure (bâtiment 037).

ARTICLE 3 - DÉPANNAGE

Un forfait annuel de **4 interventions en urgence** incluant la durée du dépannage et le déplacement **est compris** dans l'offre.

Le dépannage comprend le débouchage de canalisations des eaux usées (vidange WC, urinoirs, ...) situées à l'intérieur des bâtiments et des logements domaniaux de l'école de gendarmerie.

Les dépannages seront assurés pendant la période contractuelle, et jusqu'au dernier jour, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les **24 heures** suivant l'appel d'un personnel de la section de l'immobilier et du logement, pendant les heures ouvrées (du lundi au vendredi, de 08h00 à 17h30).

Si des interventions supplémentaires s'avèrent nécessaires au bon fonctionnement du réseau EU/EP, objet du présent marché, le prestataire fournira un devis à l'école, pour approbation par le RPA et pour justificatif de bon de commande.

Les modalités prévues dans le présent marché seront respectées au même titre que les interventions prévues. Les conditions générales de vente sont nulles et non-avenues.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXPLOITATION

4.1 - RÉSEAUX EAUX PLUVIALES ET EAUX USÉES

4.1.1 - POSTE 1 : Curage des réseaux des eaux pluviales diamètre 100 à 300 mm, d'un linéaire de 13 433 m et eaux usées d'un linéaire de 4 008 m

MÉTHODOLOGIE : 1 PASSAGE PAR AN

- nettoyage des canalisations par curage hydrodynamique ;
- aspiration sous vide des effluents ;
- prise en charge et acheminement des déchets en centre de traitement agréé ;
- fourniture d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

4.1.2 - POSTE 2 : Nettoyage et vérification de 247 regards eaux pluviales et de 104 regards eaux usées

MÉTHODOLOGIE : 1 PASSAGE PAR AN

- nettoyage des regards par aspiration sous vide ;
- lavage haute pression ;
- prise en charge et acheminement des déchets en centre de traitement agréé ;
- fourniture d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

4.1.3 - POSTE 3 : Entretien de la station de relevage

MÉTHODOLOGIE : 2 PASSAGES PAR MOIS

- aspiration sous vide du sable et des déchets graisseux ;
- lavage haute pression des parois de la station ainsi que des pompes ;
- prise en charge et acheminement des déchets en centre de traitement agréé ;
- fourniture d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

4.1.4 - POSTE 4 : Entretien des 2 pompes de relevage du poste EU.

MÉTHODOLOGIE : 2 PASSAGES PAR AN

- vidange et nettoyage du poste de relevage ;
- maintien du camion hydrocureur en pompage durant l'entretien des 2 pompes ;
- vidange des 2 pompes et remplacement de l'huile (soit 3 litres) ;
- remplacement des joints de bouchons de vidange et remplissage ;
- contrôle de l'étanchéité des presses-étoupes ;
- contrôle visuel des régulateurs de niveau ;
- contrôle de l'armoire électrique et de ses composants ;
- prise en charge et acheminement des déchets en centre de traitement agréé ;
- fourniture d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

4.1.5 - POSTE 5 : Entretien et vidange Fosse toutes eaux stand de tir lourd (067).

MÉTHODOLOGIE : 2 PASSAGES PAR MOIS

- aspiration sous vide des effluents ;
- prise en charge et acheminement des déchets en centre de traitement agréé ;
- fourniture d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

4.1.6 - POSTE 6 : Entretien et vidange Fosse toutes eaux stand de la Section des techniques d'interventions professionnelles (STIP- BÂT 071).

MÉTHODOLOGIE : 2 PASSAGES PAR AN

- aspiration sous vide des effluents ;
- prise en charge et acheminement des déchets en centre de traitement agréé ;

- fourniture d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

4.1.7 - POSTE 7 : Entretien des décanteurs entrée et sortie bassin EP

MÉTHODOLOGIE : 2 PASSAGES PAR AN

- pompage des décanteurs entrée et sortie de lagune ;
- transfert des eaux propres dans la sur-verse du bassin ;
- nettoyage haute pression des 2 ouvrages ;
- prise en charge et acheminement des boues et sédiments en centre de traitement agréé ;
- fourniture d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

4.2 - AIRE DE LAVAGE

MÉTHODOLOGIE : 2 PASSAGES PAR AN

- lavage haute pression des caniveaux ;
- pompage et lavage haute pression des séparateurs hydrocarbures et du débourbeur ;
- prise en charge et acheminement des déchets en centre de traitement agréé ;
- fourniture d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

4.3 - STATION DE DISTRIBUTION DE CARBURANTS

MÉTHODOLOGIE : 2 PASSAGES PAR AN

- vidange et lavage haute pression du décanteur et du séparateur hydrocarbures ;
- vérification et remise en eau du séparateur ;
- nettoyage haute pression des caniveaux ;
- prise en charge et acheminement des déchets en centre de traitement agréé ;
- fourniture d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

ARTICLE 5 - MODALITÉS D'INTERVENTION

Conformément à l'article 2.7 du RC, un planning d'intervention doit être fourni dans les dix (10) jours suivant la date de notification du marché.

Concernant les entretiens annuels ou semestriels, l'exploitant contacte l'école de gendarmerie (section de l'immobilier et du logement) une semaine avant la date d'intervention prévue afin d'arrêter la date précise de la prestation.

L'entreprise entreprend les travaux en respectant les règles de l'art de la profession et laisse les lieux en état de propreté.

Les prestations réalisées sont précisées sur une fiche de travail signée des deux parties.

Les divers déchets récupérés sur le site sont obligatoirement acheminés par l'exploitant pour traitement, destruction ou recyclage vers un centre agréé.

L'exploitant délivre un bordereau de suivi de déchets industriels (B.S.D.I) ainsi qu'une déclaration fiscale d'accompagnement (D.F.A) pour les déchets d'hydrocarbures.

A l'expiration du contrat, toutes les installations doivent être rendues entretenues.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION

Dès la signature du marché le correspondant technique de l'école de gendarmerie transmet :

- les documents techniques relatifs aux installations (séparateurs hydrocarbures,...) ;
- les plans des réseaux des eaux pluviales, des eaux usées et des installations d'hydrocarbures ;
- les coordonnées téléphoniques des personnels de la section de l'immobilier et du logement de l'école et du poste de sécurité (service de permanence en dehors des heures ouvrables).

Le correspondant technique précise les modalités d'intervention des techniciens de la société pour réaliser les opérations prévues dans le contrat.

ARTICLE 7 - ORGANISATION, MESURES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION

7.1 - OBLIGATION DE DISCRÉTION

Une obligation de discrétion et des mesures de sécurité sont imposées au titulaire, à ses personnels et/ou à ses sous-traitants ayant accès aux informations, à l'installation des matériels, et diverses prestations sur les lieux d'intervention, ainsi qu'au contenu des documents réalisés par la gendarmerie.

Si le titulaire découvre un acte de malveillance, il est tenu d'alerter immédiatement le R.P.A. ou son représentant sous peine de poursuites. Si, à la suite d'un acte de malveillance, le R.P.A. estime que des mesures de sécurité doivent être prises visant notamment le personnel, le titulaire est tenu de les appliquer sans délai. Le commandant de l'école ou son représentant peut exiger l'éviction des chantiers, ateliers ou bureaux de toute personne employée par le titulaire.

7.2 - CADRE SÉCURITAIRE

Compte tenu du contexte sécuritaire et conformément au code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.114-1, L.234-1 à 2 et R.114-4, l'autorisation d'accès à l'école est subordonnée à une enquête administrative de sécurité consistant en une interrogation de fichiers.

Le titulaire doit donc fournir à la section de commandement de l'école de gendarmerie de Châteaulin, la liste des personnels chargés de la prestation comportant les noms, prénoms, date et lieu de naissance, ainsi que le numéro d'immatriculation des véhicules qui circulent sur le site dans ce cadre, afin que des laissez-passer leur soient attribués pour pénétrer dans l'enceinte de l'école.

ARTICLE 4 - ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

Qualité des matériels et prestations de services :

Les prestations de services doivent être conformes aux stipulations du marché ainsi qu'aux prescriptions des normes et réglementations françaises homologuées.

Article 9 - NETTOYAGE ET PROTECTION DES INSTALLATIONS

Le titulaire est responsable, jusqu'à la fin du marché, de la protection des équipements. A cet effet, il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute dégradation. Au cas où il en serait constaté, il doit remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les matériels et ouvrages détériorés.

Préalablement au commencement du marché, un état des lieux contradictoire des matériels et des lieux de collecte est effectué par la section de l'immobilier et du logement de l'école en présence d'un représentant habilité du titulaire.